



COMMUNIQUÉ DE LA COOPÉRATIVE DES ÉLU·E·S

Appel à la journée de mobilisation nationale

Le 16 janvier 2023,

La Coopérative des Elu·e·s Communistes, Républicain·e·s et Citoyen·ne·s appelle à rejoindre la journée de mobilisation nationale contre la réforme des retraites !

Nous, élu·es de la République Française, dans les collectivités locales et dans les institutions, appelons à rejoindre la mobilisation intersyndicale le 19 janvier contre la réforme des retraites !

Ensemble nous pouvons mettre à terre cette réforme de régression pour proposer un autre modèle de société où travailler moins fera vivre mieux et plus.

Ce mardi 10 janvier, Elisabeth Borne a dévoilé les détails de la réforme des retraites prévue par le Gouvernement. L'intersyndicale composée de CGT, FO, FSU, Solidaires, CFTD, CFE-CGC, CFTC, UNSA... appelle à la grève et à la manifestation le 19 janvier, une unité syndicale jamais vue depuis 12 ans.

Cette réforme prévoit un report progressif de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans, contre 62 actuellement, une accélération de la réforme Touraine allongeant la durée de cotisation à 43 ans, ainsi que la disparition des régimes spéciaux de retraite. Elle oblige les carrières longues à un allongement de la durée de travail dans certains cas et supprime purement et simplement les régimes spéciaux dans les métiers à haute pénibilité. Symbole des choix du gouvernement Macron : alors que des « efforts » indéterminés vont être demandés au patronat, une baisse des cotisations de l'employeur au régime des accidents du travail est déjà prévue. L'Économie et la pression sur les travailleur·ses sont les maîtres-mots.

Par ailleurs beaucoup de citoyen·nes exercent des métiers essentiels dans la santé, la propreté et les services, des travailleur·ses qui sont au front l'hiver, la nuit et lors des crises sanitaires et parmi eux, nombreux sont des agents publics de nos collectivités. Des métiers pénibles, que l'on exerce souvent par conviction tant le salaire n'est pas à la hauteur et dont la pénibilité ne sera plus compensée sur le long-terme.

Nous pensons aux français·es qui sont le plus sensibles à la précarité : La jeunesse qui représentent l'avenir de la population active et qui rêve d'un monde où le travail est

porteur de sens. Des femmes qui travaillent pour des salaires inférieurs à 27 % à ceux des hommes. Nos ancien·nes, qui aspirent à la retraite en bonne santé pour enfin profiter de leur famille, militer dans les associations de proximités dans nos quartiers et nos villages, à animer nos vies et vivre. Nous sommes aujourd'hui 80 % de Français·es à ne pas vouloir travailler plus, opposés à ce recul historique du bien-être de chaque travailleur·se.

Nous avons le droit de choisir notre avenir et nos retraites. Nous voulons une autre réforme, un départ à 60 ans avec 37,5 annuités de cotisations. Les retraites doivent être financées par une politique ambitieuse de développement du travail et d'augmentation des salaires, une politique d'égalité salariale entre les femmes et les hommes, l'augmentation des cotisations patronales et la mise à contribution des revenus financiers.

Enfin nous voulons assurer aux agents publics, les moyens nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, au service public de qualité et à la défense de l'intérêt général. Avec plus de 75% d'agents de catégorie C, la forte pénibilité de certains métiers territoriaux à de lourdes conséquences en termes d'espérance de vie, de sinistralité et d'inaptitude. Nous devons défendre l'équilibre et l'avenir des organismes de retraite territoriaux, qui ont déjà très largement participé à la compensation des autres régimes déficitaires.

Pour toutes ces raisons nous appelons à la mobilisation, le 19 janvier aux côtés des syndicats, ainsi qu'aux futures manifestations, jusqu'à ce que cette réforme des retraites soit abandonnée.

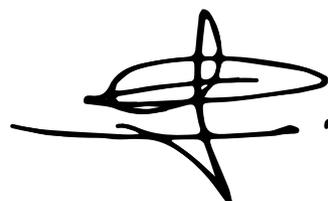
Philippe RIO

*Président de la Coopérative
des élu·e-s Communistes,
Républicain·e-s et Citoyen·ne·s*



Cécile CUKIERMAN

*Secrétaire générale de la
Coopérative des élu·e-s
Communistes, Républicain·e-s et
Citoyen·ne·s*



COOPÉRATIVE DES ÉLU·E·S COMMUNISTES, RÉPUBLICAIN·E·S ET CITOYEN·NE·S

6, avenue du Professeur André Lemierre 75020 Paris
01 48 35 55 38 - contact@cooperativedeselus.fr